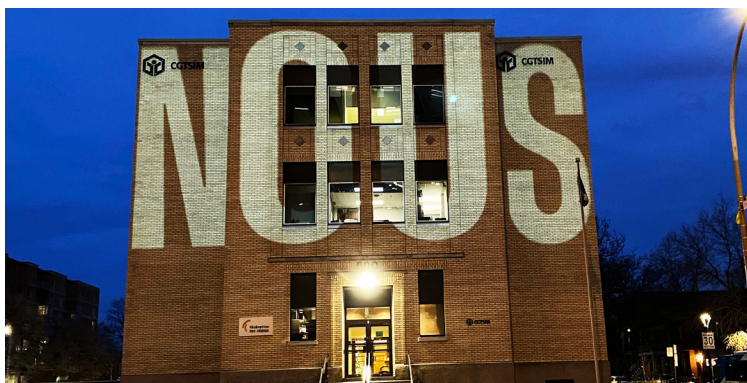


LES « OFFRES » DU GOUVERNEMENT AU FRONT COMMUN : UNE GRAVE INSULTE POUR 420 000 TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DES SERVICES PUBLICS

Alors que les services publics sont fragilisés et qu'ils font face à une crise de main-d'œuvre sans précédent à laquelle s'ajoute une inflation historique, que propose le gouvernement Legault aux travailleuses et aux travailleurs des services publics ? Il leur propose l'appauvrissement.

Ce jeudi 15 décembre, la présidente du Secrétariat du Conseil du trésor, Sonia Lebel, a présenté les « offres » du gouvernement aux 420 000 travailleuses et travailleurs des services publics représentés par le Front commun. Rappelons que celui-ci est constitué de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) et de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS).

Alors que le Front commun revendique un enrichissement visant un rattrapage salarial et une protection permanente contre l'inflation garantissant le maintien du pouvoir d'achat de celles et de ceux qui tiennent les services publics à bout de bras, c'est plutôt un appauvrissement qui leur a été proposé.



Les « offres » du gouvernement

Des augmentations faméliques

- 9 % d'augmentation sur 5 ans :
 - An 1 : 3 % au 1^{er} avril 2023 ;
 - An 2 : 1,5 % au 1^{er} avril 2024 ;
 - An 3 : 1,5 % au 1^{er} avril 2025 ;
 - An 4 : 1,5 % au 1^{er} avril 2026 ;
 - An 5 : 1,5 % au 1^{er} avril 2027.
- Un montant forfaitaire de 1000 \$ pour la période du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023.

En ne présentant aucune mesure protégeant le pouvoir d'achat, la proposition salariale du gouvernement fait fi de l'inflation stratosphérique actuelle. L'offre salariale est non seulement inférieure à ce qui est actuellement consenti dans le privé, mais provoquera un appauvrissement des travailleuses et des travailleurs car les prévisions gouvernementales sur l'inflation sont largement supérieures à ce qui est offert aujourd'hui. Alors que le gouvernement prévoit une inflation de 6,8 % en 2022, son offre de 3 % à la première année ne permettra pas aux personnes salariées de se protéger de la hausse du coût de la vie. C'est nettement insuffisant.

Quant au montant forfaitaire de 1 000 \$ proposé, c'est une véritable insulte pour les femmes et les hommes qui s'échinent pour les services publics au prix de leur santé. En effet, ce montant forfaitaire n'est versé qu'une seule fois et n'est pas calculé lors de la comptabilisation des revenus de retraite et des vacances.

Souvenons-nous que la rémunération globale des travailleuses et des travailleurs des services publics accuse un retard de 3,9 % par rapport aux autres travailleuses et travailleurs au Québec, un gouffre qui s'élève à 11,9 % en ce qui concerne les salaires.

Un régime de retraite sous attaque

Le gouvernement cible de surcroît la retraite en obligeant celles et ceux ayant 35 ans de service à attendre à 57 ans avant la prise de leur retraite. Il ne s'agit pas d'une mesure de rétention, mais plutôt de détention. Le Front commun juge toutefois intéressante la réponse du gouvernement à nos revendications dans le but de maintenir l'expertise en place de manière volontaire.

Le gouvernement s'attaque aussi au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), une des dernières mesures qui réussit tant bien que mal à retenir les personnes œuvrant depuis plus longtemps dans les services publics. Il propose ainsi de réduire la rente du RREGOP en invoquant la récente bonification du Régime des rentes du Québec (RRQ). Autrement dit, ce que le gouvernement donne d'une main, il le reprend de l'autre. Et pour ajouter l'injure à l'insulte, selon le gouvernement, la bonification du RRQ favoriserait les départs hâtifs à la retraite, il faut donc réduire la rente du RREGOP !

Silence radio sur les disparités régionales, sur les assurances collectives, sur les cégeps et sur les lanceurs d'alerte

Parmi ses revendications, le Front commun revendique une série de solutions pour mieux faire face à la pénurie de main-d'œuvre qui frappe durement certaines régions. Le gouvernement a choisi d'ignorer complètement cet aspect en n'abordant pas cet enjeu dans ses « offres », tout comme les assurances collectives par ailleurs. D'ailleurs, la ministre de l'Enseignement supérieur, Pascale Déry, n'était pas présente à la conférence de presse du gouvernement, contrairement à ses collègues ministres de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation. De plus, le dépôt patronal ne mentionne nullement les cégeps. Qu'est-ce que cela veut dire ? Même chose concernant la nécessaire protection des lanceurs d'alerte, qui doivent être mieux protégés. Aucune reconnaissance dans le dépôt patronal à ce sujet.





Forums patronaux et intersyndicaux

Le gouvernement revient avec des forums parallèles aux tables de négociation alors que les organisations syndicales avaient unanimement rejeté cette formule à la dernière ronde de négociation.

Le gouvernement doit reconsidérer ses « offres »

Les deux dernières années de pandémie ont offert un cruel constat de ce qui ne tourne pas rond dans les services publics. Pourtant, en mettant sur la table des « offres » si désavantageuses, le gouvernement caquiste choisit de pérenniser cette situation intenable ainsi que la pénurie de main-d'œuvre et tous les problèmes qu'elle engendre. Un retour à la table à dessin est impérieux, les premiers croquis soumis sont loin d'obtenir la note de passage, le gouvernement doit recommencer. Ce n'est pas au personnel des services publics de faire les frais de la reprise économique ou de la lutte contre l'inflation, alors que les revenus du gouvernement ont explosé et qu'il présente des résultats budgétaires positifs dépassant toutes attentes.

Rappel des revendications du Front commun

Le Front commun revendique :

- Pour 2023 : une hausse de 100 \$ par semaine pour l'ensemble des travailleuses et des travailleurs ou l'application du mécanisme permanent d'indexation annuelle basé sur l'IPC plus une hausse de 2 %, selon la formule la plus avantageuse ;
- Pour 2024 : l'application du mécanisme permanent d'indexation annuelle basé sur l'IPC plus une hausse de 3 % ;
- Pour 2025 : l'application du mécanisme permanent d'indexation annuelle basé sur l'IPC plus une hausse de 4 %.
- D'autres revendications sont également portées par le Front commun, concernant notamment la retraite, les droits parentaux, les assurances collectives et les disparités régionales.

Pour en savoir plus sur l'ensemble des revendications, visitez la section « Comprendre » du site Web du Front commun : www.frontcommun.org/comprendre.